

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

Directeur : Pierre LAFITTE

ABONNEMENTS

France : Un An : 35 fr. - 6 Mois : 18 fr. - 3 Mois : 10 fr.
Étranger : Un An : 70 fr. - 6 Mois : 36 fr. - 3 Mois : 20 fr.

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

88, Champs-Élysées, PARIS

TÉLÉPHONES

5 Lignes : 557-44, 557-45, 528-64, 528-66, 528-69
Adresse Télégraphique : EXCEL - PARIS



(Dessin inédit de Jean Veber).

Dans les ambassades:

L'ambassadeur de Russie en Allemagne a quitté Berlin, de même M. de Pourtales, ambassadeur d'Allemagne, a quitté la Russie. M. de Schrenk est encore à Paris, et M. Cambon, ambassadeur de France, n'a pas quitté Berlin.

On parle, non de remanier, mais de compléter le cabinet, auquel s'adjoindraient des hommes politiques éprouvés.

A la frontière:

Les Allemands sont entrés en France près de Cirey et à Long-la-Ville.

A Paris:

Sur proposition de M. Messimy, le président de la République a signé un décret ordonnant l'état de siège dans Paris. Les ministres ont tenu à l'Élysée un conseil qui a duré jusqu'à six heures de l'après-midi. Les Chambres sont convoquées pour demain mardi.

Les événements nous obligent, comme la plupart de nos confrères, à modifier le mode de publication de notre journal.

Excelsior, journal jeune, est rédigé presque entièrement par des jeunes. La mobilisation a donc créé de nombreux vides dans les rangs de nos rédacteurs; de plus, le papier devient rare, et force nous est faite de réduire, à partir d'aujourd'hui, le format d'Excelsior, qui continuera, par contre, à paraître quotidiennement, autant que les circonstances le permettront.

EXCELSIOR.

Le guet-apens est accompli. Tandis que le représentant diplomatique de l'Allemagne, M. de Schrenk, était encore à l'ambassade de Paris, les troupes allemandes occupaient hier matin le Luxembourg et violaient sur trois points notre frontière de l'Est. C'est le développement prévu du plan germanique: l'agression brusque avant la déclaration de guerre.

Ces graves nouvelles n'ont pas surpris l'opinion, préparée à un coup criminel: elles ont, au contraire, centuplé l'élan national et raffermi notre volonté, calme et résolue, de défendre victorieusement nos foyers contre l'abominable envahisseur. La certitude que nous avons pour nous le droit et la justice, la confiance sans réserve que nous inspirent les chefs de nos armées donnent à la mobilisation générale de nos forces une émouvante grandeur.

L'Allemagne subira le châtiment de son odieux attentat. L'état se resserre autour d'elle: la neutralité italienne, l'appui officiel de l'Angleterre sont des gages certains d'une victoire prochaine. La concentration des troupes russes s'opère avec rapidité sur la frontière de Pologne, et la Roumanie livrera passage aux corps d'armée qui vont opérer sur le Danube.

Une allégresse secoue la France frémissante. Jean Veber la symbolise en première page avec une saisissante éloquence. Le souvenir de Valmy, d'Iéna, de toutes les dates victorieuses de notre histoire plane sur ces manifestations patriotiques, auxquelles participent les volontaires italiens, grecs, turcs, roumains, et qui parcourent, drapeaux déployés, les boulevards et les rues de Paris. Réservistes et territoriaux s'acheminent avec sérénité, le sourire aux lèvres, vers les gares d'embarquement. Nous sommes prêts au sacrifice suprême.

France, en avant!
Vive la France!

Les Allemands occupent le Luxembourg

LUXEMBOURG, 2 août (Dépêche Havas). — De grand matin, les Allemands, violant la neutralité du Luxembourg, ont pénétré dans son territoire. Ils ont traversé la Moselle par les ponts de Wasserbillig et de Remich.

BRUXELLES, 2 août. — On mande de Luxembourg:

Un train rempli de soldats allemands est arrivé à la gare qui a été occupée, ainsi que les ponts commandant les lignes de Trèves et des trois Vierges, assurant ainsi le passage des trains militaires.

Le commandant des volontaires luxembourgeois a protesté contre cette violation de la neutralité.

Les Allemands sont actuellement au Palais du Gouvernement et discutent avec les fonctionnaires qui refusent de se retirer en déclarant que les lignes leur appartiennent.

Une protestation du Luxembourg

M. Eyschen, ministre d'Etat du Luxembourg, adresse à M. Viviani la protestation suivante:

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence les faits suivants:

Dimanche 2 août, de grand matin, les troupes allemandes, d'après les informations qui sont parvenues au gouvernement grand-ducal à l'heure actuelle, ont pénétré dans le territoire luxembourgeois par les ponts de Wasserbillig et de Remich, se dirigeant spécialement vers le sud du pays et la ville de Luxembourg, capitale du Grand-Duché.

Un certain nombre de trains blindés, avec des

troupes et des munitions ont été acheminés par la voie du chemin de fer de Wasserbillig, à Luxembourg, où l'on attend de les voir arriver d'un instant à l'autre.

Ces faits impliquent des actes manifestement contraires à la neutralité du Grand-Duché, garantie par le traité de Londres de 1867.

Le gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de protester énergiquement contre cette agression auprès des représentants de S. M. l'empereur d'Allemagne à Luxembourg.

Une protestation identique va être transmise télégraphiquement au secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères à Berlin.

Luxembourg, 2 août.

EYSCHEN,
ministre d'Etat,
président du gouvernement.

La neutralité du Luxembourg

A la suite de la violation du Luxembourg par les troupes allemandes, il est intéressant de rappeler que la neutralité du Grand-Duché était garantie par le traité de Londres du 11 mai 1867.

L'article 2 de ce traité énonce explicitement cette garantie de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Angleterre, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Prusse et de la Russie. En voici le texte:

ART. 2. — Le grand-duché de Luxembourg, dans les limites déterminées par l'acte annexé au traité du 19 avril 1839, sous la garantie des cours de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie, formera désormais un Etat perpétuellement neutre. Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers les autres Etats.

Les hautes puissances contractantes s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article.

Le principe est et demeure placé sous la sanction de la garantie collective des puissances signataires du présent traité, à l'exception de la Belgique, qui est elle-même un Etat neutre.

La manœuvre allemande était prévue

L'hypothèse de l'occupation par l'armée allemande du grand-duché de Luxembourg était prévue depuis longtemps par notre état-major.

L'accumulation depuis de longues années de forces allemandes sur la frontière de Belgique et du Luxembourg, la construction des camps d'Elisenborn et de Wasserliesch, la multiplication des voies ferrées convergeant vers nos départements du Nord et des Ardennes faisaient prévoir une attaque allemande de ce côté.

D'ailleurs, en examinant le terrain, il n'y a pas d'autres voies d'accès vers la France.

Une armée allemande, ayant pour base d'opérations le Rhin inférieur, au nord de Bonn, par exemple, et voulant marcher sur Paris, a comme ligne principale de marche le sillon tracé par les vallées de la Meuse, de la Sambre et de l'Oise. Engagée trop à l'ouest de cette ligne, elle risquerait d'être jetée à la mer; trop à l'est, les plateaux ardennais, difficiles à traverser, ralentiraient ses mouvements. Elle se heurterait d'un autre côté aux lignes successives de la Semoy, de la Chiers prolongée par le cours de la Meuse, de Sedan à Mézières.

Un des plans allemands consistait à retenir par des opérations secondaires le plus possible de nos forces dans le nord-est et de faire très rapidement un effort par la ligne de la Meuse, de la Sambre et de l'Oise. Abordant la frontière par le Hainaut et la Thiérache, l'ennemi ne serait plus qu'à quelques kilomètres seulement de Paris.

Tout a été prévu de notre côté en vue de cette éventualité.

Les Allemands en territoire français

Le ministère de l'Intérieur nous communique à midi les nouvelles suivantes:

Les Allemands ont pénétré ce matin en territoire français sur deux points: à Long-la-Ville, près de Longwy, et à Bertrambois, près de Cirey-sur-Vezouze.

Long-la-Ville est une petite localité de 802 habitants, à proximité de la frontière belge et luxembourgeoise et près de la bifurcation du chemin de fer de Longwy à Luxembourg et de Longwy à Arlon. Elle fait partie de la commune d'Ilserange (Meurthe-et-Moselle).

Bertrambois est une commune située également en Meurthe-et-Moselle et qui compte 965 habitants. Cirey-sur-Vezouze (Meurthe-et-Moselle) est une petite localité de 2.500 habitants sur la ligne d'Igney-Avicourt, de 39 à 40 kilomètres à l'est de Lunéville.

Ils ont dépassé la frontière d'environ cinq kilomètres.

Premiers faits de guerre

On nous téléphone de Belfort:

Une patrouille allemande aurait pénétré en territoire français et rencontré aux environs de Joncheray des soldats français.

L'officier allemand qui commandait cette patrouille aurait brûlé la cervelle d'un soldat français. Cet officier aurait été aussitôt tué par un camarade de ce soldat.

D'autre part, une patrouille française fouillant un bois aux environs de Bel-

fort — territoire français — aurait rencontré deux uhlans qu'elle aurait faits prisonniers et ramenés à Belfort.

On vient d'arrêter à Morvillars une automobile contenant cinq personnes qui auraient été surprises coupant les fils télégraphiques.

Vers la fin de la matinée, une fraction assez importante de cavalerie allemande (5^e chasseurs) s'est portée sur Suarce, commune française au sud-est de Belfort, à 3 kilomètres environ de la frontière, non occupée en vertu de la règle que s'est tracée le gouvernement français de laisser une sorte de zone neutre pour éviter tout incident. Le maire de la commune était en train de réunir, en vertu de l'ordre de mobilisation d'hier, les chevaux de réquisition destinés à l'armée. Les cavaliers allemands se sont saisis brutalement des chevaux de réquisition, ont fait prisonniers les hommes de complément qui les avaient amenés et les ont forcés à les reconduire derrière eux jusque de l'autre côté de la frontière.

Les hostilités russo-allemandes

Deux patrouilles prennent contact

BERLIN, 1^{er} août (Dépêche Havas). — On dit que, près de Prothen, à 300 mètres de la frontière russe, une patrouille allemande a essuyé, hier, après midi, le feu d'une patrouille russe. Les Allemands ont riposté, mais aucun des deux partis n'a soutenu le feu.

L'Allemagne veut la guerre

SAINT-PÉTERSBOURG, 2 août (Dépêche Havas). — La mobilisation de la moitié de l'armée autrichienne a été décrétée.

La Russie a informé le gouvernement allemand des mesures prises en déclarant qu'elles étaient les conséquences des armements autrichiens et qu'elles n'étaient aucunement dirigées contre l'Allemagne.

En même temps la Russie s'est déclarée prête à prolonger les pourparlers pour un règlement amiable du conflit par la voie de rapports directs avec le cabinet de Vienne ou par la voie d'une conférence des quatre grandes puissances non intéressées directement, c'est-à-dire l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie. Mais cette tentative de la Russie a également échoué.

L'Autriche a décliné cette proposition et le cabinet de Berlin a refusé de prendre part à la conférence projetée. Néanmoins, la Russie poursuit ses efforts en faveur de la paix.

En réponse à une question de l'ambassadeur d'Allemagne qui lui demandait les conditions auxquelles la Russie consentirait à arrêter ses armements, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que ces conditions seraient la reconnaissance par l'Autriche que la question européenne est une question européenne et la déclaration par l'Autriche qu'elle n'insistera pas sur des réclamations qui sont incompatibles avec les droits et la souveraineté de la Serbie.

L'Allemagne a déclaré que la proposition de la Russie était inacceptable pour l'Autriche.

LES NEUTRES

La mobilisation belge est complète

BRUXELLES, 2 août (Dépêche Havas). — L'armée est complètement mobilisée.

La sympathie de la Suisse

GENÈVE, 2 août (Dépêche Fournier). — Les communications télégraphiques avec la France ne fonctionnent que par intermittence.

Une foule énorme et chaleureuse stationne devant le consulat de France, en acclamant les trois couleurs.

Un grand nombre de femmes et d'enfants arrivent de Belfort.

Un certain nombre d'industriels de Suisse orientale se proposent de fermer leur fabrique.

La Suisse mobilise

GENÈVE, 2 août (Dépêche particulière d'Excelsior). — Le Conseil fédéral a décrété la mobilisation générale. L'armée suisse entrera en service lundi. L'Assemblée fédérale est convoquée pour lundi matin, pour nommer général M. Von Precher et autoriser l'émission de billets de cinq francs. Une foule considérable stationne devant le consulat de France à Genève. L'annonce de la mobilisation cause une grande sensation. Les femmes et les enfants de Belfort se réfugient à Saignes. De Bâle, on annonce que dimanche est le premier jour de la mobilisation allemande. La frontière allemande est fermée et le prix des vivres augmente.

Les Chambres sont convoquées pour demain

En raison de la difficulté des communications entre les départements et Paris, le Conseil des ministres a décidé de remettre à demain mardi, trois heures, la réunion du Parlement, primitivement convoqué pour aujourd'hui.

On est convaincu que la séance sera très courte et sera consacrée, après une déclaration du gouvernement, au vote des crédits et de divers projets de loi.

Hier, plus de deux cents députés sont venus au Palais-Bourbon, discutant avec émotion la violation de la neutralité du Luxembourg par l'Allemagne.

Les nouvelles les plus sensationnelles couraient sur des événements qui se seraient passés à la frontière. Aucune n'était exacte et peu à peu on a vu qu'elles se bornaient aux incidents que nous rapportons d'autre part.

On a également parlé d'un remaniement ministériel possible ou d'adjonction au ministère actuel de quelques personnalités éminentes du Parlement, telles que MM. Delcassé, Briand, Clemenceau.

Mais ce n'étaient que conversations de couloirs.

Quant à une délégation permanente du Parlement, la question soulevait des controverses : objections et arguments se balançaient.

Tout cela sera réglé demain au mieux des intérêts de la patrie.

L'état de siège proclamé

Le président de la République a signé un décret proclamant l'état de siège.

Ce décret est ainsi conçu :

Les 86 départements, le territoire de Belfort et les trois départements d'Algérie, sont déclarés en état de siège.

Ce décret a été pris sur rapport suivant de M. Messimy.

Monsieur le président,

Les Chambres étant ajournées, j'ai l'honneur de soumettre à votre signature, conformément aux dispositions prévues à l'article 2 de la loi du 3 avril 1878, un décret portant déclaration de mise en état de siège : 1° des 86 départements français et du territoire de Belfort ; 2° des 3 départements de l'Algérie.

Les dispositions de ce projet qui ont été délibérées en conseil des ministres se justifient par la nécessité de concentrer tous les pouvoirs entre les mains de l'autorité militaire dans la zone frontière ainsi que sur l'ensemble du territoire national. La mise sur pied de guerre de nos forces nationales et plus tard l'entretien des effectifs exigent en effet la réunion, sur tous les points de la France, de détachements nombreux d'hommes appelés sous les drapeaux. Pour assurer le maintien de l'ordre dans ces conditions, il paraît nécessaire de donner des pouvoirs les plus étendus à l'autorité militaire.

Il y a lieu d'espérer que le décret ci-joint sera ratifié par le patriotisme des Chambres dès qu'elles seront réunies.

Veuillez agréer, etc.

Le ministre de la Guerre,
MESSIMY.

La déclaration d'état de siège est faite en vertu de la loi du 3 avril 1878 qui a modifié, sans en abroger toutes les dispositions, celle du 9 août 1849 qui permettait à l'Assemblée nationale de déclarer l'état de siège « en cas de péril imminent pour la sécurité intérieure ou extérieure ».

La loi du 3 avril 1878 n'autorise la déclaration d'état de siège qu'« en cas de péril imminent résultant d'une guerre étrangère ou d'une insurrection à main armée ». Une loi peut seule faire cette déclaration. Mais si les Chambres sont ajournées, le président de la République, sur l'avis du Conseil des ministres, peut déclarer l'état de siège ; dans ce cas, les Chambres se réunissent de plein droit deux jours après.

En vertu de l'état de siège, les pouvoirs dont l'autorité civile est revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police passent aussitôt et tout entiers à l'autorité militaire, et l'autorité civile ne continue à exercer que ceux dont elle n'a pas été dessaisie par l'autorité militaire.

Cette dernière a le droit : 1° de faire des perquisitions de jour et de nuit dans le domicile des citoyens ; 2° d'éloigner les repris de justice et les individus n'ayant pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siège ; 3° d'ordonner la remise des armes et munitions et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement ; 4° d'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou de nature à entretenir le désordre.

Enfin, les tribunaux militaires peuvent être saisis de la connaissance de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre la Constitution, contre l'ordre et la paix publiques, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices.

Les citoyens continuent à exercer tous ceux des droits garantis par la Constitution dont la jouissance ne se trouve pas expressément suspendue.

Les Conseils des Ministres

Les ministres se sont réunis en conseil, hier, à midi, à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Les ministres se sont de nouveau réunis à 4 heures, à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré.

La séance a duré jusqu'à six heures.

L'ambassadeur de Russie quitte l'Allemagne et l'ambassadeur d'Allemagne quitte la Russie

BERLIN, 2 août (Dépêche Havas). — M. de Serbieff, ambassadeur de Russie, a reçu ses passeports.

SAINT-PÉTERSBOURG, 2 août, 8 h. 30 matin. — Le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Saint-Petersbourg, et les membres de l'ambassade allemande sont partis via Finlande, pour l'Allemagne.

• DERNIÈRE HEURE •

Conférence à l'Elysée

MM. Viviani, président du Conseil, et Malvy, ministre de l'Intérieur, ont conféré hier soir, de onze heures à minuit, à l'Elysée, avec le président de la République.

Mesures gouvernementales

Le gouvernement a décidé de prendre des mesures de clémence envers les délinquants politiques et les manifestants récemment arrêtés.

Ces mesures seront individuelles et en seront exclus les malfaiteurs de droit commun.

Le gouvernement a décidé de sursoir à l'application des décrets pris dernièrement contre un certain nombre de congrégations religieuses.

Un projet de loi sera soumis demain aux Chambres pour permettre aux insoumis et déserteurs de reprendre le service militaire et de combattre au milieu de leurs camarades.

M. de Schoen à Paris

M. de Schoen, ambassadeur d'Allemagne, était encore hier soir à minuit à Paris.

Dans la soirée, il avait conféré avec M. Viviani au ministère des Affaires étrangères.

Nous croyons savoir qu'à chacun des incidents qui se sont produits à la frontière sur le territoire français, M. Viviani en a saisi l'ambassadeur d'Allemagne.

Les intentions de l'Italie

ROME, 2 août (Agence Fournier). — On annonce que le dreadnought *Ganem* et le croiseur *Breslau* se sont réfugiés dans le port de Tarente, où ils désarmeront peut-être.

L'opinion générale en Italie est que l'Allemagne retarde actuellement la déclaration de guerre à la France dans l'espérance que la France lui déclarera la guerre. Cette habileté diplomatique créerait ainsi, aux yeux de la chancellerie berlinoise, le casus *federis* recherché pour obliger l'Italie à prêter son concours à son alliée. On sait, en effet, que l'Italie n'est tenue à prendre les armes que dans une guerre défensive. C'est ce qu'obtiendrait l'Allemagne en forçant la France à lui déclarer la guerre.

On affirme ici, dans les cercles les mieux informés, qu'en tout cas, et quelle que soit la réussite de ce subterfuge, l'Italie conservera sa neutralité.

L'Espagne restera neutre

MADRID, 2 août (Dépêche Havas). — Le président du Conseil a déclaré que toutes les mesures nécessaires seront prises pour éviter la sortie de l'Espagne des subsistances de toutes sortes ; il a ajouté que l'Espagne gardera la plus stricte neutralité.

Un curieux incident diplomatique

SAINT-PÉTERSBOURG, 2 août (Dépêche Havas). — La *Novoïe Vremia* rapporte un curieux incident qui a eu lieu, hier, pendant la transmission par l'ambassadeur d'Allemagne à M. Sazonoff de la déclaration de guerre.

Le gouvernement allemand avait adressé à son représentant deux notes : une, pour le cas où la Russie consentirait à arrêter ses armements, l'autre pour le cas de refus.

L'émotion qui envahit le personnel de l'ambassade en face de la guerre, fut si grande que le secrétaire, tout troublé et déconcerté, écrivit les deux notes sur une feuille, mettant entre parenthèses : Note pour le cas de consentement russe.

L'ambassadeur, non moins troublé que le secrétaire, ne fit pas attention à cette particularité du document historique et le remit à M. Sazonoff sous cette forme étrange.

Les ministres anglais tiennent deux conseils successifs

LONDRES, 2 août (2 h. 50 soir). Dépêche de l'Information. — Les ministres se sont réunis en conseil de cabinet. Le conseil s'est prolongé jusqu'à 2 heures.

Les ambassadeurs de France, d'Italie et d'Allemagne se sont rendus au Foreign Office.

Une nouvelle réunion des membres du cabinet aura lieu ce soir à 6 h. 30.

En quittant le premier conseil, les ministres avaient l'air très graves. Tous se sont refusés à fournir la moindre information.

M. Asquith demande à l'Allemagne si elle respectera la neutralité de la Belgique.

LONDRES, 2 août (Dépêche Havas). — On apprend que M. Asquith a demandé au prince Liechnowky, ambassadeur d'Allemagne, si la neutralité de la Belgique serait respectée par l'Allemagne.

Le prince Liechnowsky répondit qu'il ne pouvait donner aucune réponse à cette question, n'ayant reçu aucune instruction.

Deux navires allemands saisis par l'escadre anglaise

MADRID, 2 août (Dépêche Information). — Deux navires de commerce allemands portant un chargement de charbon ont été arrêtés et capturés par des bâtiments de la marine de guerre anglaise.

L'entrée de Gibraltar est prohibée

ALGÉSIRAS, 2 août (Dépêche Havas). — L'entrée de Gibraltar est prohibée depuis aujourd'hui ; l'évacuation de tous les étrangers a été ordonnée, ainsi que celle des non combattants. La construction des tranchées est très active.

Des cosaques seraient entrés en Allemagne ?

BRUXELLES, 2 août (Dépêche Havas). — Une dépêche de Berlin annonce qu'une forte colonne de cosaques, avec des canons, a pénétré en Allemagne, près de Bialla.

(Nous publions cette dépêche sous réserves.)

Le conflit austro-serbe

La Serbie combat avec ardeur

NISCH, 30 juillet (Havas). — Trois torpilleurs sont apparus du côté de Chabats, sur plusieurs points, ils ont tiré sept coups de canon sans résultat. On est unanime à assurer que la Serbie combattra avec plus d'acharnement que jamais.

L'esprit des hommes et des officiers est excellent. Dans tous les milieux, on est optimiste.

Les dépêches subissent de grands retards, à cause de l'encombrement des lignes.

A la frontière :
Un officier allemand a tué un soldat français mais aussitôt été tué par un camarade de ce soldat.
Des soldats allemands ont ouvert le feu sur le poste de douane de Petit-Croix qui a riposté.

On sursoit à l'application des décrets pris dernièrement contre un certain nombre de congrégations religieuses.
Un projet de loi sera déposé pour permettre aux insoumis et déserteurs de reprendre service.

Mesures urgentes :
MM. Viviani, Malvy et Poincaré ont conféré cette nuit de onze heures à minuit.
Des mesures de clémence vont être prises en faveur des détenus politiques.

LA JOURNÉE

La première journée de mobilisation générale à Paris



ON LIT L'AFFICHE DE MOBILISATION



LA FOULE SALUE LES DAMES DE LA CROIX-ROUGE



LA FOULE, GARE DE L'EST



LE DÉPART DES SYRIENS



"VIVE LA FRANCE"
CRIE UNE DAME DE LA CROIX-ROUGE



2 SYRIENS ARRIVENT À LA GARE DE L'EST



RÉGENT ADJUTEUR MILITAIRE



LE DÉPART DE DEUX OFFICIERS RÉSERVISTES



UNE VOITURE D'APPROVISIONNEMENTS



LE DÉPART DES CUIRASSIERS

Paris a présenté hier une animation extraordinaire. Le départ des premiers réservistes appelés donna lieu à des scènes inoubliables. À la gare de l'Est, principalement, la foule était impressionnante, et partout le passage des troupes fut salué d'ovations.

Ayuntamiento de Madrid

Comment les avions attaqueront-ils les dirigeables?

Un bruit a circulé hier, d'après lequel un Zeppelin aurait été détruit par un aviateur français se lançant délibérément dans l'enveloppe. Cette nouvelle, qui ne peut étonner de la part du courage de nos pilotes, doit cependant être démentie, car il ne faut pas oublier que les rigides allemands sont constitués par 16 à 18 balonnets, dont chacun est indépendant des autres. En crever un n'entraînerait donc pas forcément la perte de l'engin. Et puisque nous en sommes arrivés à la question des dirigeables, étudions les services qu'ils pourraient rendre en temps de guerre.

On a exagéré beaucoup la valeur des Zeppelins. Certes, ces aéronefs ont accompli de très belles choses, mais à un moment choisi. Les nôtres aussi ont de brillants exploits à leur actif et pourtant, aux grandes manœuvres, ils ont prouvé qu'on ne pouvait pas toujours compter sur eux. Il en est de même des rigides allemands. Alors que nos avions sillonnaient les nues par n'importe quel temps, le Zeppelin qui voudra les imiter sera voué à une fin rapide et sûre. Ajoutons que sur 24 Zeppelins construits depuis 1905, 13 sont détruits.

Supposons que toutes les conditions atmosphériques facilitent l'envol d'un de ces mastodontes de l'air, que se passera-t-il? Il pourra emporter au maximum 1.000 kilos de projectiles. Son artillerie légère destinée aux avions est composée de mitrailleuses pouvant effectuer le tir en éventail ou en fauchant et enveloppant d'une zone de plomb l'appareil qui passerait trop près ou voudrait attaquer. Mais nos avions sont plus rapides, montent plus vite et surplomberont la nacelle. Là interviendra alors le tir des mitrailleuses installées sur la passerelle supérieure du Zeppelin et permettant le tir vertical.

Tel est l'armement défensif. Quant à l'armement offensif, il serait constitué par des obus de 7 kilos, et le croiseur aérien pourrait en emporter de 150 à 200. Une fois défilés les obus qui manqueraient leur but, il restera de quoi arroser quelques ouvrages d'art et produire un effet démoralisant sur la population. Mais il ne faut pas qu'elle s'affole, car les conséquences seraient peu effrayantes.

De plus, grâce aux avions, véritables torpilleurs de l'air, nous pouvons nous défendre contre les méfaits et ravages possibles de ces cuirassés. Avec une mitrailleuse et un lance-fusées incendiaires, ils peuvent prendre l'offensive très aisément, grâce à leur mobilité, à la multiplicité des attaques dans les différents plans et en profitant des angles morts de l'artillerie de bord et de passerelle.

L'avion attaquera par escadille, de plusieurs côtés à la fois, prenant les formations de combat et de tir les plus adéquates. L'escadille volera en échelons dans des plans verticaux bien séparés, de façon à ce que les feux ne se gênent pas et que les appareils ne se soufflent pas entre eux. Les uns, passant au-dessus, l'attaqueront en avant, les autres par le flanc ou l'arrière, en chasse. L'aéronat, offrant une cible énorme, se verra dominé, entouré, encerclé des feux de l'escadille acharnée à sa perte. Et pour qui connaît la furie française, si le dirigeable fait par hasard quelques ravages, il n'en aura pas pour longtemps avant d'aller s'écraser sur le sol. Et souvenons-nous qu'un avion ferait deux victimes et coûterait 20.000 francs, alors qu'un Zeppelin causerait une perte de 25 à 30 hommes et de 1.500.000 francs!

Quant à l'attaque des mitrailleuses, les balles, sauf les cas de hasard où elles rencontreraient un organe essentiel, feraient dans les enveloppes des trous par où le gaz s'échapperait. La multiplicité des trous amènerait une diminution de force ascensionnelle, empêchant le dirigeable d'accomplir sa mission. De plus, les balles atteindraient sans doute quelques membres du personnel de bord. Enfin, les fusées incendiaires, bien ajustées, pourraient faire exploser le ballon en l'enflammant.

Ne parlons pas du bombardement de Paris! Outre qu'il semblerait bien extraordinaire qu'un Zeppelin pût arriver jusqu'ici, grâce aux multiples précautions prises, s'il survolait la capitale, que ferait-il? Il jeterait un obus de 640 kilos, selon les espérances du comte de Moltke? L'affolement serait localisé, mais nullement alarmant, et la réponse française ne se ferait pas attendre.

Nous sommes arrivés à la fin de notre étude. Nous nous excusons de la longueur de nos explications. La conclusion de ce qui précède est que, quoi qu'il advienne, notre aviation tiendra haut et ferme le pavillon français. Nos pilotes ont fait leurs preuves, ils ont risqué leur existence en maintes circonstances. S'en volant pour la guerre, leur héroïsme conscient forcera à nouveau notre admiration et prouvera que nous possédons réellement la maîtrise de l'espace, lorsqu'il s'agit de défendre une cause noble et juste. — JACQUES MORTANE.

(1) Voir les numéros d'Excelsior des 23, 29, 30 et 31 juillet.

Les manifestations dans les rues de Paris

L'admirable élan de Paris ne s'est pas ralenti, au contraire, pendant cette première journée de mobilisation. De bon matin, les premiers partants ont donné l'exemple, en gagnant, le sourire aux lèvres, les différentes gares où ils allaient rejoindre leur corps; les autres pour être dirigés directement vers la frontière; et ceux-ci, qui sont appelés à soutenir le premier choc n'étaient pas les moins résolus, ni les moins enthousiastes.

Vers midi, un régiment de cuirassiers, en tenue de campagne, le casque couvert de la coiffe safranée, a soulevé sur son passage une manifestation d'ardente sympathie: toutes les têtes se découvraient, et les chapeaux, agités à bout de bras, semblaient palpitier d'allégresse au-dessus de la foule.

« Au revoir! » criaient les soldats en défilant. « Nous reviendrons! »

Et, tout à coup, une acclamation retentissait: « Vive la France! »

Oui, Vive la France! C'est pour qu'elle vive, et qu'elle vive dans la dignité, que tous ses enfants ont fait joyeusement le sacrifice de leur vie. Son existence est si nécessaire au monde que les étrangers eux-mêmes sont prêts à verser leur sang pour le succès de ses armes. Toute la journée, des colonnes de manifestants, de diverses nationalités, ont hautement affirmé leur solidarité avec notre pays.

Au chant de l'hymne dussé et de la Marseillaise, un groupe important de Slaves a parcouru les boulevards, aux applaudissements de la foule formant la haie sur leur passage. La plupart d'entre eux avaient signé l'engagement que voici:

Je m'engage à servir la France pour la durée de la guerre dans le Corps de Volontaires slaves, formé par M. Sacha Wolinetz, qui sera mis à la disposition de M. le ministre de la Guerre.

Paris, le 1914.

Les Turcs résidant à Paris ont également formé un corps de volontaires qui, derrière le drapeau ottoman, ont recueilli une ample moisson de braves.

La colonie israélite elle-même, se piquant d'émulation, a affirmé ses sentiments francophiles en promenant dans la rue une pancarte avec cette inscription en français et en hébreu: *Juifs, venez servir la France!*

Enfin, la légion hellénique a clos la journée en faisant, de 9 heures à minuit, une imposante manifestation dans les principales rues de la capitale. Partis du journal le Matin, sous la conduite de MM. Valsamochi, Marine de Lusi, Sarofiks et de leur instructeur militaire, M. le commandant Doumas, les volontaires hellènes, qui doivent partir en cas de guerre, aux côtés de nos soldats, défilèrent quatre par quatre, dans un ordre parfait, le long des grands boulevards, s'arrêtèrent à la statue de Strasbourg, au pied de laquelle ils déposèrent des fleurs; puis, par l'avenue des Champs-Élysées, allèrent acclamer la France sous les tentes d'Excelsior et devant la légation de Grèce.

A leur tête marchait un volontaire hellène en costume national, et les drapeaux grecs et français mêlaient leurs plis, aux acclamations d'une foule de plus de deux mille personnes, qui suivait ce pittoresque cortège.

Si les cœurs avaient besoin d'être raffermis, ils puiseraient dans de pareils spectacles le plus précieux des réconforts. Mais la mâle résolution du peuple de France n'a pas besoin de stimulant pour étonner le monde. Cette première journée de mobilisation générale en a fourni hier la preuve éclatante.

PLUSIEURS BOUTIQUES SONT PILLÉES

Mille manifestants ont défilé, hier soir, vers 8 heures, la devanture du laboratoire Maggi, à l'angle des rues Rochechouart, Condorcet et Turgot. Ils ont été dispersés par les agents.

Les mêmes manifestants se sont reformés et ont mis au pillage une laiterie de la même maison, 65, rue de Dunkerque. La devanture a été brisée. Les manifestants ont été dispersés.

Quatre cents personnes ont assailli la boutique de M. Tournich, marchand de chaussures, demeurant 114, rue de Flandre, parce qu'il avait voulu vendre sa marchandise à un prix exorbitant. Sa devanture a été brisée. Les marchandises ont été pillées. Les manifestants ont été dispersés.

La boutique de M. Salamander, 27, boulevard Sébastopol, a été mise au pillage. La devanture a été défoncée. Les manifestants ont été dispersés.

La boutique de M. Peynié, épicière, demeurant route de Flandre, à l'angle des rues Solferino et d'Aubervilliers, a été dévalisée, hier soir, par des manifestants. M. Peynié voulait vendre sa marchandise trop cher.

M. Voinot, commissaire de police, est intervenu. Il a été légèrement blessé à la poitrine. Un de ses agents a été également légèrement blessé. Les manifestants ont été dispersés.

Hier soir, vers 6 heures, la boutique d'un fruitier, 37, rue du Faubourg-Saint-Denis, a été mise au pillage, ce commerçant ayant vendu trop cher sa marchandise.

Hier, l'on a saccagé la brasserie Pschorr, boulevard Sébastopol, la brasserie Zimmer, place du Châtelet; la brasserie Zimmer, rue Blondel; la brasserie bavaroise, rue Notre-Dame-de-Lorette; le Thé Péron, boulevard des Italiens, et les succursales Maggi, rues de Maubeuge, Rochechouart, Lamartine, Richer, et la boutique Appenrodt, boulevard des Italiens.

ARRESTATION D'ETRANGERS

Le Parquet a fait procéder à de nombreuses arrestations d'étrangers suspects. M. Brioux, juge d'instruction, a été commis pour suivre les informations ouvertes.

Le prince Bonaparte offre ses services au gouvernement français

Le prince Bonaparte, membre de l'Institut, qui vient de rentrer du Danemark, a adressé hier au président de la République la lettre suivante:

Monsieur le Président,

Ancien Saint-Cyrien, ancien sous-lieutenant d'infanterie, rayé des cadres de l'armée, par application de la loi qui interdit aux princes des familles ayant régné en France de faire partie des armées de terre et de mer, je viens mettre à la disposition du gouvernement français toute mon énergie intellectuelle et tout ce que mes 56 ans me laissent de forces physiques.

Je mets également à la disposition du gouvernement tous les locaux dont je puis disposer dans mon hôtel pour y installer l'ambulance qu'il voudra bien m'indiquer.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma très haute considération.

PRINCE BONAPARTE.

Membre de l'Institut.

Un appel aux coloniaux

Les députés des colonies ont adressé l'appel suivant:

Chers concitoyens,

La patrie est en danger. La France, attaquée, a besoin du concours de tous ses enfants. Nous en sommes. Et c'est notre fierté et notre honneur de pouvoir revendiquer ce titre aux heures périlleuses qui sonnent pour la nation.

Spontanément, nombre d'entre nous ont exprimé leurs regrets de n'avoir pas été soumis à la loi sur le recrutement appliquée seulement depuis deux années aux colonies et nous ont manifesté le vif désir de contribuer à la défense du sol sacré de la patrie.

Nous sommes heureux d'enregistrer leur démarche et nous attendons du patriotisme de tous les coloniaux valides qui sont actuellement en France le même geste de dévouement à la France, patrie de la justice et du droit, glorieuse émancipatrice de nos pères.

LAGROSILLIÈRE, CANDACE, BOISNEUF, députés des colonies.

Le prix des denrées

Une note de la préfecture de police

La préfecture de police communique la note suivante:

Des scènes plus ou moins graves se sont produites ce soir, sur divers points de Paris, où des commerçants avaient fait subir des hausses excessives aux denrées de première nécessité. Certains magasins ont été l'objet de sérieuses déprédations. Des malandrins ont même profité des circonstances pour s'emparer de sommes assez considérables en numéraire et de bijoux.

Il est de l'intérêt et de la dignité de tous que de pareils faits ne se renouvellent pas. Dans le cas où le public constaterait que des produits destinés à la consommation seraient mis au-dessus du cours normal, il n'aurait qu'à s'adresser au commissaire de police. Le préfet de police ne manquerait pas de prendre des mesures immédiates et sévères si les plaintes étaient justifiées.

IL N'Y A POINT DE DANGER DE PENURIE DE BESTIAUX

Les commissionnaires en bestiaux, réunis hier au siège de leur syndicat, 3, rue du Hainaut, à l'effet d'envisager les conséquences de la mobilisation générale sur le ravitaillement de Paris, informent le préfet de police que leur concours le plus absolu est assuré aux pouvoirs publics pour faciliter l'alimentation de Paris.

Jusqu'à nouvel ordre, aucun danger de pénurie de bestiaux n'est à craindre. Ils feront tous leurs efforts pour que la situation se continue le plus longtemps possible. Rien ne milite en faveur d'une hausse exagérée de la viande.

Les commissionnaires en bestiaux se tiennent entièrement à la disposition de l'administration pour envisager par la suite les mesures à prendre pour le cas où cette hausse menacerait de se produire.

La guerre austro-serbe:
La Serbie se prépare à combattre avec acharnement contre la tentative d'invasion.
L'Italie:
Elle se confirme que l'Italie observerait une attitude neutre.

Sur mer:
Des navires de commerce allemands ont été saisis par des navires de guerre anglais.
Un cuirassé et un croiseur allemands se seraient réfugiés dans le port de Tarente.

L'Angleterre:
Les ministres anglais ont tenu deux Conseils hier.
L'entrée de Gibraltar a été interdite.
M. Asquith a demandé à l'ambassadeur d'Allemagne si la neutralité de la Belgique serait respectée.

LA JOURNÉE

Les allocations aux familles des mobilisés

Un décret présidentiel

Le président de la République a signé aujourd'hui le décret suivant :

Article premier. — Par extension des dispositions de la loi du 21 mars 1905 et du 7 août 1913, les familles des militaires de l'armée active classés comme soutiens de famille, percevront sur le vu de leur livret de paiement, ce pendant toute la durée de la guerre, les allocations prévues par la loi du 7 août 1913, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent et quel que soit leur sort.

Les familles des militaires de l'armée active appartenant à des classes antérieures à la classe de 1^{re} qui demanderont à bénéficier des dispositions de l'article 12 de la loi du 7 août 1913 relatives aux allocations pour enfants à leur charge autres que ceux issus du militaire, adresseront à cet effet des mandats spéciaux qui seront examinés et sur lesquels il sera statué conformément aux prescriptions de l'article 3 ci-après.

Article II. — Les familles des militaires rappelés sous les drapeaux qui demandent le bénéfice des allocations, adressent aux maires de leur commune une demande à cet effet.

Article III. — Dans chaque canton, le préfet constitue une ou plusieurs commissions de trois membres chargées de statuer d'urgence sur les demandes d'allocation qui seront transmises par les maires au président de la commission désignée par le préfet.

Les décisions des commissions cantonales sont immédiatement exécutoires, mais sont susceptibles d'appel, tant par le demandeur que par le sous-préfet, devant une commission de cinq membres nommée par le préfet et siégeant au chef-lieu d'arrondissement.

Article IV. — Un arrêté ministériel, contresigné par les ministres de l'Intérieur et de la Guerre, déterminera les conditions d'application du présent décret à la Ville de Paris.

Article V. — Le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Guerre, le ministre de la Marine et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Signé : POINCARÉ.

Ces décrets sont contresignés par MM. Meslin, Malvy, Gauthier et Noulens.

LES AUMONNIERS MILITAIRES

Mgr Amette fera connaître, par voie de mandement, ses sentiments sur les événements actuels et donnera ses instructions aux fidèles.

La question des aumôniers militaires est, en fait, résolue. Un certain nombre d'aumôniers, parmi lesquels se trouvaient des prêtres, ont été convoqués par le ministre de la Guerre. Ils y ont un nombre limité d'aumôniers dans l'armée française, puisque, par décret de la pénitencierie romaine, les jeunes prêtres appelés sous les drapeaux ont reçu tous pouvoirs pour administrer les sacrements.

Le sens exact du décret de la pénitencierie est que le prêtre combattant n'est plus considéré comme étant en état d'irrégularité. Il est dispensé de la scolarité du bréviaire, et bien qu'il n'ait reçu aucun pouvoir pour administrer les sacrements, le seul fait qu'un autre soldat fasse appel à son ministère lui confère immédiatement les pouvoirs nécessaires à cet égard.

LES MUSEES NATIONAUX FERMES

Par suite des prélèvements opérés pour les besoins de la défense nationale sur le personnel de garde, d'administration et de conservation des musées nationaux, ceux-ci resteront fermés jusqu'à nouvel ordre.

UN APPEL AUX INFIRMIERES DIPLOMEES

Mme Messimy, femme du ministre de la Guerre, organise, à Paris, une ambulance où elle accueillera volontiers les infirmières pourvues du diplôme des sociétés de la Croix Rouge qui n'auront pas pris place dans la formation de ces sociétés.

Mme Messimy recevra, d'autre part, avec reconnaissance, les dons de toute nature qu'on voudra bien lui adresser au ministère de la Guerre, en vue de l'aménagement et du fonctionnement de l'ambulance.

Les médecins et chirurgiens seront recrutés parmi les médecins français non astreints au service militaire. S'adresser au docteur Cazin, chirurgien en chef de l'ambulance, 21, avenue Emile-Deschanel.

LA SOLIDARITE DES EMPLOYES DES P.T.T.

Le personnel des P.T.T. a fait preuve d'un bel esprit de solidarité dans les circonstances que nous traversons, ne ménageant pas son temps, travaillant en dehors des heures de service et témoignant toujours un zèle admirable. C'est ainsi qu'hier, tous les employés se sont offerts spontanément pour assurer les services toute la journée.

LES CORRESPONDANCES

On a affiché dans les bureaux de poste l'avis suivant relatif à la manière d'adresser les lettres destinées aux militaires et au retard à prévoir dans l'acheminement des correspondances civiles pendant la durée de la guerre :

Les correspondances adressées aux militaires pendant toute la durée de la guerre doivent toujours porter un lieu de destination.

Pour connaître ce lieu de destination, le public est prié de consulter l'affiche spéciale du ministère de la Guerre apposée dans les mairies et dans les bureaux de poste.

D'autre part, de profondes modifications ayant été apportées à la marche des trains affectés au service postal, des retards très appréciables sont à prévoir dans les transmissions de correspondances, et particulièrement dans les relations avec les départements frontiers et avec l'étranger.

DANS LES BUREAUX DE RECRUTEMENT

Un grand nombre de jeunes gens, réformés ou n'ayant pas atteint l'âge d'être soldat, se sont présentés, hier, aux différents bureaux de recrutement, en vue d'y contracter un engagement. Leur nombre fut si imposant que la plupart d'entre eux n'ont pu obtenir, pour le moment, du moins, satisfaction. Nous conseillons aux jeunes Français de prendre patience; bientôt, quand les bureaux seront moins submergés, leurs services pourront être utilisés.

LES GARDES CIVILS DES COMMUNES

Le gouvernement s'est préoccupé, depuis plusieurs mois déjà, des mesures propres à garantir la sécurité publique dans les villes et agglomérations en temps de guerre.

Les commissaires de police, sergents de ville ou gardiens de la paix et gardes champêtres sont, en effet, mobilisables. Ils sont seulement compris parmi « les fonctionnaires et agents qui, en cas de mobilisation, sont autorisés à ne pas rejoindre immédiatement, quand ils n'appartiennent pas à la réserve de l'armée active ». (Tableau B annexé à la loi militaire.)

Une circulaire de février 1913 appelle sur cette situation l'attention des maires, et un décret de mars 1914 précisait l'organisation éventuelle de sections de « gardes civils », citoyens de bonne volonté qui consentiraient à signer un engagement renouvelable tous les trois ans. Cet engagement devait prendre effet du jour de la mobilisation générale pour se terminer dans le cas où le territoire de la commune serait envahi par l'ennemi. Les « gardes civils », en effet, ne doivent pas faire acte de belligérants. Ils doivent contribuer uniquement au maintien de l'ordre et à la sécurité publique. Ils fournissent un revolver et des cartouches, dont le prix leur est ultérieurement remboursé. Ils reçoivent, sur leur demande, une indemnité de subsistance.

Les préfets, il y a huit jours, ont rappelé aux maires ces dispositions, et déjà plusieurs municipalités ont commencé à organiser leurs sections.

Samedi soir, par exemple, les hommes de 49 à 55 ans ont été convoqués à la mairie du Vésinet. Ils y sont accourus au nombre de 150, et tous ceux dont le temps est disponible — une centaine — ont pris immédiatement l'engagement qui leur était demandé. Quatre citoyens britanniques et un Américain étaient venus à cette réunion, et ils ont tenu, aux applaudissements de tous, à signer l'engagement de coopérer avec dévouement et discipline à la sécurité publique.

LE SERVICE DES CHEMINS DE FER

Le ministre de la Guerre a pris un arrêté qui met entre les mains des autorités militaires la direction des réseaux ferrés. Par son article 2, cet arrêté prescrit la suspension des transports de voyageurs et de marchandises sur les chemins de fer.

Aujourd'hui, premier jour de mobilisation, jusqu'à dix-huit heures, toute personne a pu cependant, contre paiement de sa place ou présentation d'un coupon de retour, être admise, dans les limites des places disponibles, à monter dans les trains de service commercial qui ont été maintenus pendant cette journée.

Le voyage a été limité à la gare où le train transporteur devait être supprimé, et dont l'indication avait été donnée par les agents de chemin de fer.

Il n'a pu dépasser, vers les régions du Nord et de l'Est, la ligne jalonnée par les gares de Dunkerque, Hazebrouck, Lille, Valenciennes, Aulnoye (avec utilisation de la section Aulnoye-Mauberge), Hirson, Liart, Charleville, Verdun, Toul (avec utilisation de la section Toul-Nancy), Mirécourt, Epinal, Belfort, Montbéliard, Pontarlier, Bourg, Amberg, Aix-les-Bains (avec utilisation de la section Aix-les-Bains-Anancy), Chambéry, Grenoble, Gap, Digne, Nice.

A partir de la nuit dernière, les voyageurs n'ont pu circuler sur les grandes lignes. Car ce ne sera qu'un nombre extrêmement limité qu'on admettra, sur les trains mis en circulation, à des heures variables, pour les besoins du ravitaillement, des voyageurs.

Sur les chemins de fer de l'Etat et de la petite Ceinture.

Par autorisation spéciale du ministre de la Guerre, les chemins de fer de l'Etat et de la Petite-Ceinture de Paris ont pu maintenir en son entier le service des voyageurs, des bagages, des messageries, des colis postaux sur les lignes suivantes :

Paris-Saint-Lazare à Auteuil-Boulogne.
Paris-Saint-Lazare au Champ-de-Mars (par l'avenue Henri-Martin).

Auteuil-Boulogne à Courcelles-Ceinture (par la Rapée-Bercy).

Le service des voyageurs, bagages, messageries, etc., ainsi que les transports en grande vitesse, sont assurés à partir du deuxième jour de la mobilisation, c'est-à-dire des aujourd'hui, avec un service réduit et exclusivement omnibus, sur les lignes suivantes :

Paris-Saint-Lazare à Versailles-Rive droite (10 trains par jour dans chaque sens).

Paris-Saint-Lazare à Saint-Germain, par Bécon-les-Bruyères (13 trains par jour dans chaque sens; le dernier départ de Paris à 20 h. 30).

Paris-Saint-Lazare à Paris-Invalides, par les Moulinsaux (9 trains par jour dans chaque sens; dernier départ de Saint-Lazare à 19 h. 28; de Paris-Invalides à 20 h. 36).

Paris-Saint-Lazare à Argenteuil 14 trains par jour dans chaque sens; dernier départ de Paris à 19 h. 24).

Paris-Invalides à Dreux (3 trains par jour dans chaque sens; départs de Paris-Invalides à 7 h. 46, 13 h. 46 et 19 h. 46).

Paris-Invalides à Versailles-rive gauche (14 trains dans chaque sens; dernier départ de Paris à 20 h. 6).

Paris-Saint-Lazare à Saint-Nom-la-Bretèche

(7 départs par jour; le dernier de Paris à 19 h. 49).

Paris-Montparnasse à Clamart (15 départs dans chaque sens).

Sur la ligne de Paris à Mantes-Gassicourt (par Argenteuil), pendant les 2^e et 3^e jours de la mobilisation, il y aura 6 trains par jour dans chaque sens; mais à partir du 4^e jour, il n'y aura plus que trois trains par jour dans chaque sens).

Sur la ligne Paris-Saint-Lazare à Mantes-Gassicourt (par Poissy), le service ne sera assuré que pendant les 2^e et 3^e jours de la mobilisation et par 6 trains dans chaque sens.

Le service intéressant les neuf lignes de la banlieue que nous venons d'énumérer pourra d'ailleurs, à tout moment, être partiellement ou totalement supprimé sur l'ordre de l'autorité militaire.

L'interdiction de la téléphonie interurbaine et de la télégraphie.

Un décret promulgué hier matin prononce l'interdiction de la téléphonie interurbaine et réglemente l'usage de la télégraphie :

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} août et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, agissant de concert avec les ministres de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Colonies, l'emploi du langage convenu, du langage chiffré et des langues étrangères est interdit pour la rédaction des télégrammes privés du régime intérieur.

Le service de la correspondance téléphonique est suspendu sur toutes les lignes interurbaines, sauf pour les communications relatives au service des voies navigables.

Toutes les lignes téléphoniques resteront à la disposition des autorités jouissant de la franchise télégraphique.

Art. 2. — A partir du 1^{er} août, le service télégraphique avec l'Allemagne et par toutes les voies comportant l'emploi des lignes est suspendu.

La faculté pour les gouvernements des pays amis ou neutres de correspondre, en langage chiffré ou convenu, avec leurs représentants accrédités auprès du gouvernement français et réciproquement, pourra être suspendue par arrêté du ministre des Affaires étrangères, d'accord avec le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

Le ravitaillement de Paris en viande fraîche

Un décret paraîtra ce matin au Journal officiel, levant les obstacles qui s'opposaient jusqu'ici à l'introduction des viandes fraîches d'origine étrangère. Dans ces conditions, on peut avoir la certitude que des arrivages très importants de viande d'excellente qualité vont se produire, à bref délai, en provenance de la République Argentine, principalement, ainsi que de Madagascar et de l'Afrique occidentale. Les ressources du troupeau national sont d'ailleurs abondantes.

L'assassinat de Jean Jaurès

Les obsèques de M. Jean Jaurès auront lieu demain mardi, à dix heures du matin.

La Fédération socialiste de la Seine tient, cet après-midi, à la salle Wagram, une assemblée générale où les mesures seront prises pour les obsèques.

Spectacles de ce soir

Comédie-Française. (Voir en dernière heure.)
L'Opéra, les Variétés, la Gaîté-Lyrique, le théâtre Antoine, la Renaissance, le Vaudeville, l'Apollo, le théâtre Réjane, le théâtre Michel et la plupart des music-halls et cinémas font relâche.

LE POSTAGE

Courriers à mettre à la poste demain mardi 4 août, pour les départs qui auront lieu le mercredi 5 (sous réserve des modifications ou suppressions qui pourraient résulter des événements) :

DE MARSEILLE :
par Charles-Roux (C.G.T.), pour Alger (rapide);
par paquebot de la C.N.M., pour Oran, Beni-Saf, Nemours, Média, Tétouan, Gibraltar et Tanger;
par paquebot de la C.N.M., pour Tunis, Sousse, Mostar, Média, Sfax, Guelles, Djidjelli et Tripoli;
par Ville-de-Bordeaux (C.G.T.), pour Djidjelli, Matjunga, Nossi-Bé, Diego-Suarez, Tamatave, Andorante, Vatomaniry, Manakary, Maurice et la Réunion;
par paquebot de la C. P., pour les Dardanelles, Constantinople, Samsoun, Trébizonde, Batoum et Novorossik;
DE LIVERPOOL :
par Appam (B.A.L.), pour la côte occidentale d'Afrique;
DE BORDEAUX :
par Asté (C.R.), pour Téné-

riffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Sette-Cama, Mayumba, Loango, Banane, Boma et Matadi.

DE BLOUÏNE :
par Berlin (N.D.L.), pour New-York, Etats-Unis, Canada, Saint-Pierre-et-Miquelon.

DE CHERBOURG :
par Philadelphie (A.L.), pour mêmes destinations que ci-dessus;
par Majestic (W.S.L.), pour mêmes destinations que ci-dessus.

DE LIVERPOOL :
par Transatlantic (A.R.M.), pour le Canada.

DE SAINT-NAZAIRE :
par Venezuela (C.G.T.), pour Pointe-à-Pitre, Basse-Terre, Port-de-France, La Guayra, Port-Columbia, Carthagène, Colon, Port-Limon et Colon. — R. L.

LES MANUSCRITS ON INSENER NE SONT PAS RENDUS

Journal exécuté par des typographes syndiqués.

Composition, 88, Champs-Élysées. — J. PINEL.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — C. Marty.

Machines rotatives des Etablissements Marinoni. Spécialement construites pour « Excelsior ».

A Paris :

Les volontaires russes, grecs et turcs ont manifesté, hier, dans les rues leur attachement aux destinées de la France.

Des manifestants ont mis à sac quelques établissements de la laiterie Maggi.

Des manifestations d'étrangers se sont déroulées dans Paris.

En Suisse :

La foule a acclamé les trois couleurs devant le consulat de France. La Suisse, comme la Belgique, met son armée sur le pied de guerre.

En France :

On a arrêté des individus qui, près de Monvillars, coupaient des fils télégraphiques.

LA JOURNÉE

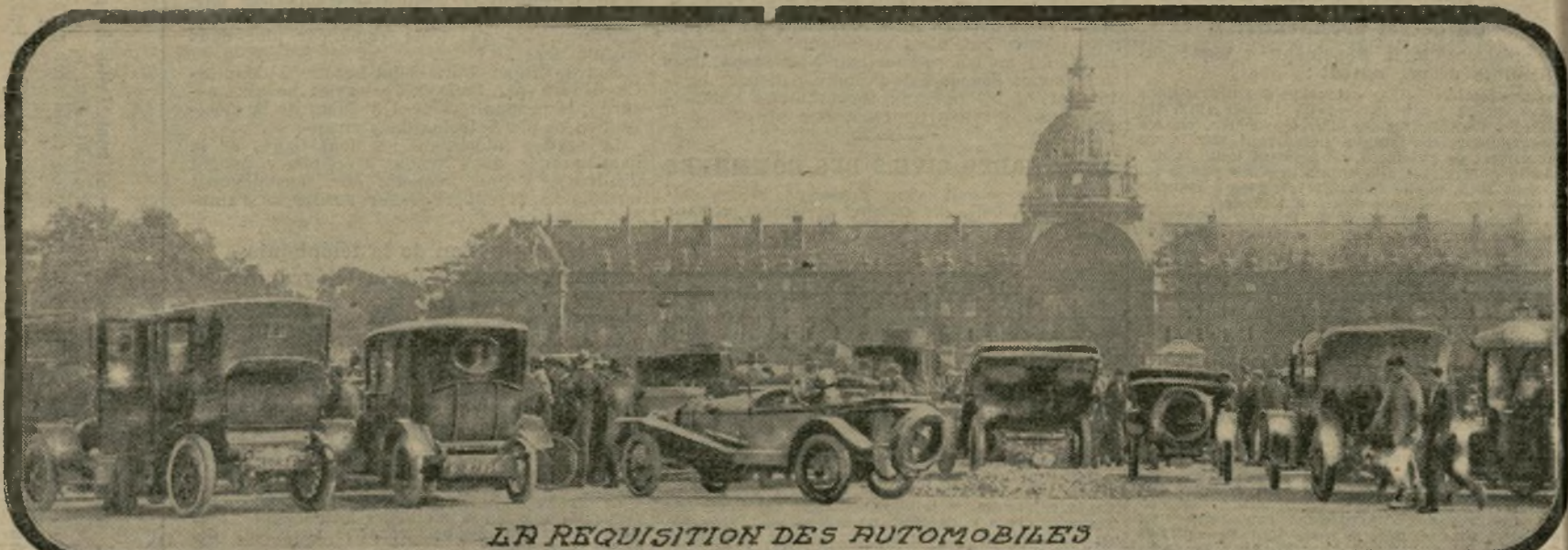
Au Maroc :

La nouvelle de la mobilisation a produit, à Tanger, un grand enthousiasme.

Dans les pays neutres :

La Belgique a mobilisé.

LA RÉQUISITION DES CHEVAUX ET DES AUTOMOBILES



LA REQUISITION DES AUTOMOBILES



LA REQUISITION DES CHEVAUX



LES GRECS DE PARIS PORTENT EN TRIOMPHE UN OFFICIER FRANÇAIS

La réquisition des automobiles et des chevaux a commencé hier. Et ce spectacle ajouta au pittoresque des manifestations patriotiques qui se déroulèrent un peu partout dans la capitale.